

J. NAGY LÁSZLÓ

UNIVERSITÉ ATTILA JOZSEF - HONGRIE

L'évolution idéologique et organisationnelle
du mouvement national en Algérie

L'histoire des 132 ans de colonisation est en même temps celle de la lutte continuelle contre la colonisation, pour la libération nationale. Tout en revêtant de diverses formes, cette lutte s'est développée avec la société algérienne et avec la conscience politique des forces nationales.

Dans les décennies suivant la prise d'Algir (1830) la résistance contre les envahisseurs français s'est organisée sur une base tribale. L'objektif de cette lutte était de défendre les formes sociales données, c. à d. d'empêcher l'appropriation des terres tribales communales et d'empêcher la formation du système colonial. Il y avait même des tentatives d'organiser la résistance au niveau national, entre 1832 et 1847, sous la direction d'Abd el Kader. Les dernières insurrections importantes ont été déclenchées en 1871, dans l'Est du pays et en 1881; dans l'Ouest. La première phase de la résistance du peuple algérien fut close par l'écrasement de ces insurrections.

Après la disparition de la résistance militaire, les capitalistes français et les colons européens arrivés en masse ont largement contribué, conformément à leurs propres intérêts, à la dislocation systématique et intensive des formes sociales précapitalistes et à la formation de la société capitaliste.

Ils ont aboli la juridiction musulmane et ont mis en place une juridiction assurant la domination de la propriété privée capitaliste.

La transformation économique et sociale intervenue au cours des premières décennies du XX^e siècle a eu pour conséquence l'apparition de nouvelles couches sociales surtout dans les villes: il s'agit des intellectuels ayant une culture française, des commerçants enrichis grâce au marché capitaliste, des prolétaires virtuels privés déjà de leurs moyens de production mais n'ayant pas encore d'emploi stable, mais aussi de vrais prolétaires ayant travaillé en France pendant plus ou moins longtemps. L'idéologie de ces couches n'était plus définie exclusivement par l'islam, elle était conditionnée par tous les courants idéologiques déterminants de l'époque.

La seconde phase de la lutte de libération nationale du peuple algérien comprend la période entre le tournant du siècle et 1954. La forme principale et dominante du combat fut, à cette époque, la lutte politique menée par les forces patriotiques dans les cadres étroits mais existants de la légalité assurée par le pouvoir colonial. Mais, surtout depuis la seconde guerre mondiale, mûrissaient déjà les conditions objectives et subjectives de la lutte armée. Entre les deux guerres mondiales, les différents courants du mouvement national s'étaient transformés en partis politiques modernes. On constate la primauté de plus en plus nette des couches urbaines (intellectuels, couches intermédiaires, ouvriers) dans l'ensemble du mouvement national mais aussi le déplacement du centre de la résistance: des campagnes vers les villes.

Trois courants idéologiques ont exercé leur influence dans le mouvement national: la démocratie bourgeoise, le socialisme et le courant enraciné dans l'islam. Ce sont ces trois courants qui ont défini l'orientation des organisations politiques ou partis formés dans les années suivant la première guerre mondiale et ayant déjà, au cours des années 1930, un profil politique très net. Contrairement à ce qui s'est passé dans les deux autres pays maghrébiens, on a vu se former, en Algérie, un système de plusieurs partis.

Les partisans du courant bourgeois démocratique se revendiquant des idées de la révolution de 1789 avaient, au début, pour objectif l'assimilation totale. Ils ne croyaient pas à la possibilité d'une renaissance nationale algérienne, ils voulaient donc devenir des citoyens français. Ils ont formé, en 1927, l'Association des Elus. Ils ne représentaient pas de danger pour le pouvoir colonialiste puisqu'ils n'avaient pas de base populaire. Ferhat Abbas fut leur dirigeant reconnu.

Les idées socialistes furent propagées, avant la première guerre mondiale, par les Européens et exclusivement parmi les Européens. Quant aux communistes, ils ont déployé des efforts considérables, dans les années 20, pour avoir des adhérents arabo-berbers. A l'issue des débats politiques et idéologiques acharnées à l'intérieur du mouvement communiste, l'organisation régionale algérienne du Parti Communiste Français s'est formée en 1925. Le programme admis avait pour but la conquête de l'indépendance nationale de l'Algérie. Le mouvement communiste a mis l'accent sur la question de la révolution sociale et mégligé le problème des caracté-

ristiques nationales ancrées dans la civilisation arabo-islamique, tout en gardant ses liens étroits avec la politique de la gauche du métropole.

Les ouvriers algériens travaillant dans les grandes usines de France constituaient un secteur particulier du mouvement ouvrier. Leur organisation, l'Etoile nord-africaine formée, en 1926, sous le patronage du PCF a défini comme objectif principal la création d'un Etat algérien indépendant.

On peut dire, que de tous les courants politiques présents en Algérie, dans les années 1920, c'est le mouvement communiste qui est le plus développé et du point de vue idéologique et du point de vue de l'organisation; c'est son programme qui prévoit la rupture radical avec le système colonial aux niveaux social et national également.

Les partisans du réformisme islamique, les oulemas déploient une activité culturelle de plus en plus significative, mais en tant qu'organisation ils ne se présentent pas encore et ne prennent pas position dans des questions politiques. Les autorités coloniales les comparent, à la fin des années 1920, à une petite chapelle n'exerçant aucune influence sur les masses.

Deux facteurs ont influencé, dans les années 1930, le comportement politique des masses populaires algériennes: la crise économique et les forces démocratiques antifascistes accédant au pouvoir politique en France. Le Front Populaire a réalisé d'importantes réformes sociales en Algérie aussi. Les réformes politiques ont été plus modestes mais l'ambiance plus démocratique rendait possible le fonctionnement libre

des partis nationaux et ceux-ci ont mis en place, en 1936, le groupement des forces appelé Congrès Musulman (association des communistes, des socialistes, des oulémas et des élus). Le fait que le gouvernement du Front Populaire n'avait même pas projeté de rendre à l'Algérie l'indépendance nationale a de plus en plus déçu les forces nationales. C'est surtout l'ENA qui a critiqué, puis - depuis 1937 - attaqué le gouvernement français de gauche. Le gouvernement de Paris fait donc dissoudre l'ENA (1937), mais celui-ci se réorganise sous le nom de Parti du Peuple Algérien (PPA) suivant, dans son organisation, le modèle du parti communiste.

La politique de droite du gouvernement du Front Populaire a attisé le débat entre les partis nationaux algériens - et surtout entre le PPA et les communistes - ce qui affaiblissait les forces nationales. Les luttes politiques acharnées de la période du Front Populaire ont fait évoluer ou transformer les organisations du mouvement national mais elles ont fait aussi provoquer la formation de nouvelles organisations. Au niveau idéologique, on peut constater l'apparition marquante puis l'enracinement des traits arabo-islamiques de la conscience nationale dans le mouvement national.

En 1931, les oulémas ont fondé l'Association des Oulemas, sous la présidence de Ben Badis. Le statut de l'association devait interdire à ses adhérents les activités politiques, mais leurs activités pédagogiques et culturelles ont largement contribué à la renaissance de la conscience nationale. Ils ne voulaient pas rompre avec la France dont ils estimaient les traditions démocratiques bourgeoises mais ne

voulaient pas rester non plus les sujets de la France. Ils mettaient l'accent sur le caractère algérien, arabe et islamique de leur peuple. C'est Ben Badie qui a déclaré le premier, dans le cadre de sa polémique avec Ferhat Abbas qu'il existait une nation algérienne.

En 1936, les organisations communistes se sont transformées en un Parti Communiste Algérien indépendant. L'objectif principal de leur programme était la lutte pour les réformes démocratiques et sociales, et l'appui des forces anti-fascistes; l'exigence de l'indépendance nationale était reléguée à l'arrière plan. Ce fut d'ailleurs la raison de la vive polémique avec la PPA lequel allait être le représentant de plus en plus conséquent du nationalisme toujours plus fort des masses populaires algériennes.

Les luttes politiques très vives ont mûri les conditions d'une évolution radicale aussi dans le mouvement des partisans de l'assimilation. Ferhat Abbas a fondé, en 1938, l'Union Populaire Algérienne dont le programme - réagissant au changement de la situation politique et à l'évolution de la conscience des masses - a rompu avec la plate-forme de l'assimilation radicale. Dans les années de la guerre, Ferhat Abbas et son groupe ont fait encore un pas en avant et ont fait sortir, en février 1943, un programme politique bien réfléchi sous le titre de Manifeste du peuple algérien. Ce sont les principes de la démocratie bourgeoise qui dominent dans ce manifeste. Il est significatif qu'on ne trouve aucune allusion dans ce texte à la civilisation arabo-islamique, et que l'esprit en est entièrement laïque. Les auteurs du texte n'abandonnent pas

leur idéologie antérieure, c.à d. les idées démocratiques bourgeoises, mais ils paraissent avoir compris - et ceci représente un tournant radical dans leur évolution - que les colonialistes prônant les mêmes principes n'en ont rien réalisé et que ces principes ne pouvaient être réalisés dans le cadre du colonialisme. "Mais la colonisation ne relève ni d'un souci humanitaire ni d'un souci de justice et encore moins de la civilisation et du progrès. Elle est, dans son essence même, un phénomène impérialiste."

Le pouvoir colonial a répondu au Manifeste par l'abolition du Code de l'Indégenat (lois exceptionnelles visant spécialement les Algériens) et par le geste d'assurer aux Algériens les mêmes droits qu'aux Français. Mais au moment de la promulgation du décret les exigences du mouvement national vont déjà beaucoup plus loin. Ferhat Abbas, lui-même, considère que ces mesures sont insuffisantes et s'adresse aux masses pour former une nouvelle organisation, Les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML). Les Oulemas et les partisans du PPA interdit se sont adhésés à l'AML, mais les communistes non.

Les communistes ont tout fait, dans cette période, pour aider par tous les moyens les efforts militaires antifascistes de la France et pour obtenir en même temps des réformes économiques et sociales, en Algérie, dans le cadre de la lutte contre les industriels et gros propriétaires fonciers européens. À cette époque, ils jugeaient l'exigence de l'indépendance nationale politiquement nuisible et illusoire. Ils expliquaient leur prise de position par la faiblesse et le sous développement de l'économie algérienne à cause de laquelle une Algérie

indépendante devait tomber nécessairement sous la dépendance d'un impérialisme encore plus dangereux. Les communistes algériens ont négligé la force mobilisatrice de l'idée nationale algérienne dans la majorité de la population parce qu'ils étaient trop liés à la France. Leur politique erronée les a isolés des masses et ils constituaient ainsi un obstacle à la formation de l'unité du mouvement anticolonialiste. À cause de leur position erronée, ils ont mal jugé l'insurrection de mai 1945, en Algérie orientale, ce qui a encore élargi le fossé entre eux et les nationales.

L'insurrection de 1945 représente non seulement une étape mais un véritable tournant dans l'histoire du mouvement national. Ce fut le signe de l'épuisement des formes politiques et légales de la lutte pour l'indépendance nationale. Une poignée de patriotes se préparait à l'insurrection armée d'une manière méthodique, et les initiatives venaient désormais de la campagne.

De 1945 à 1954, ce sont encore les formes politiques qui dominent dans le mouvement national algérien et on peut distinguer clairement deux courants idéologiques: la plateforme démocratique bourgeoise de l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien) dirigée par Ferhat Abbas et la ligne socialiste enracinée par l'activité du PCA. Il existe aussi un troisième courant, de plus en plus marquant d'ailleurs, représenté par le MTLD (Mouvement pour la Triomphe des Libertés Démocratiques) né en 1946 de l'ancien PPA. Son "originalité" réside dans son syncrétisme, il veut allier les traits les plus caractéristiques des deux autres mouvements: l'exigence des libertés démocratiques bourgeoises et celle de la justice

sociale. Il ne s'est pas formé, en Algérie, de courant indépendant se réclamant exclusivement de l'islam. Mais la défense de la langue arabe et l'attachement à la civilisation arabo-islamique ont été intégrés dans le programme de tous les courants mentionnés et constituaient les éléments essentiels de l'identité nationale. En tirant les enseignements de leurs échecs, les communistes ajustent leur programme à la réalité nationale: à la réunion du comité central, en juillet 1946, ils intègrent dans leur programme l'objectif de créer un Etat algérien indépendant.

Le Statut organique mis en vigueur en 1947 assure aux Algériens de larges droits politiques. Mais, d'une manière paradoxale, cet acte n'a pas stabilisé le pouvoir des Français, au contraire, il l'a affaibli. La raison en était que les Algériens devaient exercer ces droits sous l'égide de la souveraineté française. Ce qui veut dire que la possibilité de l'acquisition de l'indépendance nationale continuait à être considérée comme légalement exclue. Une telle mesure ne pouvait plus satisfaire aux exigences du mouvement national. D'autre part le pouvoir colonial a rendu impossible - surtout à l'occasion des élections - l'exercice de ces droits. Le nombre des patriotes qui ne voyaient plus d'autre solution au conflit entre le peuple algérien et le colonialisme français que la solution armée, augmentait régulièrement. Les modifications intervenues dans les rapports de forces internationaux ont encore renforcé leur position. La naissance de la Chine Populaire (1949), la révolution égyptienne (1952) et surtout la défaite des colonialistes français à Dien Bien Phou ont prouvé que le

système colonialiste pouvait être détruit et l'indépendance nationale pouvait être acquise par les armes. Les partisans de la lutte armée étaient poussés à l'action aussi par l'absence de l'unité du mouvement national et en premier lieu par les luttes incessantes entre les diverses fractions de MTLD.

Au début de la guerre de libération, le FLN était dans une situation particulière et du point de vue idéologique et du point de vue organisationnelle. Il continuait à avoir pour idéologie le nationalisme dont l'une des constitutantes importantes était la civilisation arabo-islamique et dont le contenu social ne se clarifiait et ne se renforçait que progressivement. Il est bien naturel, que le FLN n'a pu s'organiser en parti politique qu'après la victoire, après la conclusion de la paix. Mais l'intention de se transformer en parti politique s'est manifestée dès le début de la paix. Dans l'idéologie du nouveau parti, les deux tendances les plus importantes du mouvement national devaient trouver leur expression: les deux traits caractéristiques de l'idée de nation sont par conséquent l'islam et celui de la justice sociale, le socialisme (le programme de Tripoli). L'union de ces deux idées constituent aujourd'hui aussi, la base de l'idéologie de l'FLN dont l'enracinement dans l'histoire est clairement manifesté par la variante récemment ressuscitée de la Charte Nationale.